

Les agriculteurs gersois assommés par Ceta et Mercosur

Des accords commerciaux avec le Canada et l'Amérique du Sud " qui sacrifient l'agriculture française au profit d'autres secteurs"



Les agriculteurs gersois assommés par Ceta et Mercosur

Photo : Clément Souques, Sébastien Esquerré, Benjamin Constant et Bernard Malabirade sortent de la réunion avec la préfète du Gers.

Une délégation d'agriculteurs composée du président de la Chambre d'agriculture, Bernard Malabirade, du secrétaire général des JA, Clément Souques, du secrétaire adjoint à la Chambre d'Agriculture, Sébastien Esquerré, éleveur, et Benjamin Constant, producteur de volailles, ont été reçus, ce mardi après-midi 2 juillet, par la préfète du Gers, Catherine Séguin. Un rendez-vous qui a été provoqué par la possible ratification, le 17 juillet, par les députés du traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (Ceta). L'accord de libéralisation commerciale signé le vendredi 28 juin entre l'Union Européenne et les quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay) est aussi sujet de colère de la part des agriculteurs gersois.

Une colère qui gronde en raison « d'accords qui ouvrent les portes du marché européen à des produits ne respectant pas les normes, notamment sociales et environnementales, mises en œuvre par les producteurs français et arrivant donc à des prix incomparables. Ils soumettent des pans entiers de la production française (viande bovine, volailles, sucre, éthanol) à une concurrence déloyale qui menacera leur pérennité. Ils compromettent également les efforts fournis pour répondre aux enjeux des États Généraux de l'Alimentation. Et au-delà des producteurs, c'est le consommateur qui est trompé par ces accords ».

Clément Souques est dépité de « voir ces accords qui permettront la rentrée de produits dégueulasses, alors que nous prônons une agriculture toujours plus vertueuse. Les accords soutiennent des pays comme l'Amérique du Sud qui autorisent l'usage des promoteurs de croissance, de l'atrazine ou d'autres molécules interdites dans l'Union Européenne. Tout produit qui rentre en France doit respecter la réglementation du marché intérieur ».

Bernard Malabirade se veut lui aussi cinglant en affirmant « que c'est la première fois qu'on sacrifie l'agriculture à ce point là au profit d'autres secteurs. La meilleure réaction sera des consommateurs que nous invitons à boycotter ces produits importés ».



P1570490.JPG